

Genève, le 26 septembre 2000

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UN RÉFÉRENDUM INUTILE ET COÛTEUX

Ayant pris connaissance du référendum lancé par les partis radical et libéral, dénommé "Halte à la politique des petits copains", contre la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève (No 55A/B) portant sur l'acquisition de l'immeuble 11-17 rue des Savoises et la cessation par la FEA à la Ville de Genève du 9, rue des Savoises, la FEA entend porter les précisions suivantes afin d'éclaircir le débat.

1. Le projet de la **Maison des associations socio-politiques** a mûri au sein des organisations membres de la Fédération pour l'Expression associative qui s'étaient regroupées afin de créer des synergies et de trouver les moyens dont elles ne pouvaient disposer individuellement. S'agissant d'associations à portée socio-politique, il est apparu évident que si des moyens devaient être mis en commun, dans un lieu commun, il fallait en définir le cadre. C'est ainsi que les quatre thèmes, qui représentent en même temps un des critères d'acceptation des locataires potentiels, ont été définis : la promotion et la défense des droits humains, la paix et le désarmement, la protection de l'environnement et la promotion du commerce équitable. Ces quatre thèmes sont au cœur des préoccupations de la communauté internationale toute entière et non pas de "petits copains" ou d'associations d'obédience gauchiste. À chacun d'en prendre conscience et d'apporter sa contribution au lieu de se préoccuper des intérêts particuliers d'une petite minorité. Il est finalement réducteur d'appeler ce projet "La Maison des associations alternatives".

2. La volonté de pouvoir disposer d'un espace de rencontre et de travail, qui permette un échange régulier d'idées et d'expériences, n'a pas fait perdre de vue aux initiateurs du projets les réalités économiques et budgétaires, comme elle ne les a jamais poussés à vouloir détenir des bâtiments. Il n'est donc pas inutile de rappeler ici l'équilibre du montage financier et le partage des apports de chaque entité :

<u>Etat de Genève</u>	1'612'000.-	Acquisition des bâtiments sis 8 et 8bis rue du Vieux- Billard (évalués par l'institut de crédit à 4 mios.)
	900'000.-	Attribution d'une subvention unique pour finaliser les travaux de rénovation
<u>Ville de Genève</u>	1'200'000.-	Attribution d'une dotation en capital pour l'acquisition des sous-sol et rez-de-chaussée de l'immeuble sis 9 rue des Savoises (qui rentrerait dans le patrimoine de la Ville)
	1'530'000.-	Acquisition des sous-sol, rez-de-chaussée et 1er étage de l'immeuble sis 11-17 rue des Savoises
<u>Loterie Romande</u>	250'000.-	Don pour l'aménagement d'une cafétéria
	600'000.-	Don pour l'aménagement des salles de conférence
<u>La FEA</u>	3'600'000.-	Emprunt hypothécaire

Il est vrai que le lancement de ce référendum peut retarder l'avancement de la réalisation du projet, la rentrée de recettes et par conséquent, fragiliser les résultats escomptés.

3. À la lumière des investissements consentis dans notre Ville et Canton pour d'autres projets, dont certains n'ont jamais été réalisés (traversée de la rade !!), l'effort demandé en l'occurrence à la Ville de Genève ne nous paraît pas déraisonnable.

Alors que les chancelleries de plusieurs pays se disputent le siège de différents organes du système des Nations Unies, l'image de la Genève internationale, Ville de paix et capitale des Droits de l'Homme, ne peut que bénéficier de la présence de la Maison des associations socio-politiques qui compte parmi ses locataires plusieurs organisations non-gouvernementales défendant les droits des peuples qui, chez eux, paient souvent en vies humaines leur lutte pour la démocratie. Ce bien si précieux dont les référendaires abusent en se lançant sur un cheval perdant dans la course électorale qui commence.

Si la démocratie implique le respect de la minorité, elle implique aussi le respect de la volonté de la majorité élue par le peuple.

4. La FEA étant une entité apolitique, elle a souhaité dès le départ associer à ce projet toutes les composantes politiques de la Ville et du Canton. À plusieurs reprises la FEA a adressé des invitations à tous les représentants des exécutifs et législatifs des deux collectivités publiques. De ce fait, aucun reproche ne peut être porté en matière de transparence. La FEA déplore le manque d'intérêt montré par la plus grande partie des élus radicaux et libéraux de la Ville qui n'ont jamais honoré de leur visite les locaux de la Maison des associations socio-politiques.

Ces mêmes élus feraient mieux de se pencher sur les raisons de leur position faiblement minoritaire en Ville de Genève plutôt que de s'engager dans un combat coûteux pour le contribuable comme pour la société civile (regroupée sous la forme associative) qui, face aux graves problèmes de la société, cherche et parfois trouve des solutions reprises et adoptées ensuite par les responsables politiques.

Pour contact :

Gianfranco Fattorini (membre du Conseil de Fondation)

079 - 326.51.02

Régis de Battista (Directeur de la Maison des associations)

078 - 742.67.52